



**CONTRAT D'ACCES AU RESEAU DE DISTRIBUTION BASSE
TENSION
Puissance supérieure à 36 KVA
Conditions Générales**

SOMMAIRE	
PRÉAMBULE	4
1. OBJET DU CONTRAT ET PÉRIMÈTRE	5
1.1. Objet	5
1.2 Périmètre contractuel	5
2. DISPOSITIONS GENERALES	5
3. EXÉCUTION DU CONTRAT	6
3.1. Souscription	6
3.2. Titulaire	6
3.3. Durée et Résiliation	6
3.4. Circulation du contrat	7
3.5. Conformité à l'ordre juridique	7
3.6. Adaptation	7
3.7. Droit applicable et langue du contrat	8
3.8. Contestations	8
3.9. Prestations complémentaires	8
4. BRANCHEMENT	8
4.1. Caractéristiques des ouvrages de branchement	9
4.2. Financement des ouvrages de branchement	9
4.3. Evolution des ouvrages de branchement	9
4.4. Dépassement de la puissance limite	9
4.5. Dépassement de la puissance maximale	10
4.6. Moyens de production de l'Utilisateur	10
5. COMPTAGE	10
5.1 Propriété – Fourniture	10
5.2 Description	11
5.3 Contrôle et entretien	11
5.4 Dysfonctionnement des appareils	11
5.5 Accès aux installations pour le relevé du compteur	12
5.6 Utilisation des données du comptage	12
6. CARACTERISTIQUES DES TARIFS D'ACHEMINEMENT	12
6.1 Choix et structure	12
6.2 Tarif	12
6.3 Adéquation tarifaire	12
6.4 Changement de prix	12
6.5 Modification des puissances souscrites	13
6.6 Dépassement de puissance(s) souscrite(s)	13
6.7 Tarification de l'énergie réactive	13
7. CONTINUITÉ ET QUALITÉ	14
7.1. Caractéristiques de l'électricité livrée	14
7.2. Engagement du GAZELEC	14
7.2.1 Engagement du GAZELEC sur la continuité dans le cadre des travaux dedéveloppement, exploitation et entretien du réseau d'alimentation dont elle est maître d'ouvrage	14
7.2.2 Engagement du GAZELEC sur la continuité hors travaux	15
7.2.3 Engagement du GAZELEC sur la continuité	15
7.3. Coupure d'une durée supérieure à 6 heures	15
8. DÉCLARATION DES ACTEURS DE LA FOURNITURE	16
8.1 Désignation des fournisseurs	16
8.2 Responsable d'équilibre	16
8.2.1 Changement du Responsable d'Equilibre à l'initiative de l'utilisateur	16
8.2.2 Site sorti du Périmètre à l'initiative du Responsable d'Equilibre	17
8.2.3 Changement de responsable d'Equilibre en raison de la résiliation du contrat liant RTE et leResponsable d'Equilibre	18
8.2.4 Changement de Responsable d'Equilibre en raison de la défaillance du responsabled'Equilibre	18
9. FACTURATION ET CONDITION DE PAIEMENT	18
9.1. Facturation	18
9.1.1. Périodicité des factures	18

9.1.2. Contestation des factures	19
9.2 Conditions de paiement	19
9.2.1 Paiement des factures	19
9.2.2 Responsabilité du paiement	19
9.2.3 Mesures prises par e GAZELEC en cas de non paiement	20
9.3 Taxes et contributions	20
10. RESPONSABILITÉ	20
10.1 Responsabilité de l'utilisateur	21
10.2 Responsabilité du GAZELEC	21
10.3 Procédure de réclamation	21
10.4 Régime perturbé et force majeure	22
10.4.1 Définition	22
10.4.2 Régime juridique	23
10.5 Assurances	23
11. ACCES AUX FICHIERS INFORMATISES	24
12. FRAUDES	24
13. SUSPENSION DE L'ACCES AU RÉSEAU	24
14. RÉSILIATION	25
14.1. Cas de résiliation anticipée	25
14.2. Effet de la résiliation	26
15. CONFIDENTIALITE	26
16. DEFINITIONS	26

PRÉAMBULE

La Directive européenne 2003/54/CE a établi les règles communes concernant la production, le transport, la distribution et la fourniture d'électricité sur le marché intérieur de l'électricité.

Elle abroge la directive 96/92/CE transposée en droit français par la loi n°2000-108 du 10 février 2000. Cette Loi, toujours en vigueur précise les conditions dans lesquelles sera assumé le développement équilibré de l'approvisionnement en électricité, le développement et l'exploitation des réseaux publics de transport et de distribution d'électricité ainsi que la fourniture d'électricité.

Aux termes de cette loi, en particulier les articles 2 et 18, le GRD doit assurer le raccordement et l'accès au réseau dans des conditions de non discrimination au réseau public de distribution de sa zone de desserte.

L'article 23 de cette loi précise les conditions dans lesquelles sont garanties, par les gestionnaires de réseaux, dont la Régie GAZELEC, le droit d'accès des utilisateurs éligibles aux réseaux publics de transport et de distribution de l'électricité.

Il est également rappelé que les tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité ont été fixés conformément à l'article 4 de la loi précitée par décret le 19 juillet 2002 jusqu'au 31 décembre 2005 et par décision ministérielle du 23 septembre 2005 à partir du 1^{er} janvier 2006 et que la confidentialité des informations détenues par les Gestionnaires de Réseau de Distribution est prévu par la Loi et le Décret n°2001-630 du 16 juillet 2001.

Ensuite, les prescriptions techniques de conception et de raccordement au RPD sont fixées par le décret n°2003-229 du 13 mars 2003 et par l'arrêté du 17 mars 2003.

Enfin les dispositions du règlement de service du service public de distribution d'énergie électrique de la Régie GAZELEC sont applicables, pour autant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions législatives et réglementaires postérieures à la date de mise en œuvre de ce règlement de service.

En effet, le service public de l'électricité est organisé par les autorités concédantes. Celles-ci ont confié cette mission à la Régie GAZELEC de PERONNE, concessionnaire de la distribution d'électricité.

La Régie GAZELEC rappelle à l'Utilisateur l'existence de son référentiel technique. Ce référentiel technique indique les dispositions réglementaires et les règles techniques employées par la Régie GAZELEC pour assurer l'accès au réseau à tous les Utilisateurs.

C'est dans ce cadre que s'inscrit le présent contrat.

1. OBJET DU CONTRAT ET PÉRIMÈTRE

1.1. Objet

Le présent contrat a pour objet de définir les conditions techniques, juridiques et financières de l'accès de l'utilisateur au réseau, en vue du soutirage d'énergie électrique des installations de son site raccordé en basse tension pour une puissance supérieure à 36 kVA. Cela comprend notamment la mise à disposition permanente de la puissance souscrite à l'utilisateur,

hors aléas de distribution et force majeure, conformément au règlement de service du service public de distribution d'énergie électrique, dans les limites précisées au présent contrat.

1.2 Périmètre contractuel

Le présent contrat comprend les pièces contractuelles suivantes :

- Les conditions générales,
- Les conditions particulières.

Celles-ci constituent l'accord des parties. Elles annulent et remplacent toutes lettres, propositions, offres et conventions remises, échangées ou signées entre les parties antérieurement à la signature du présent contrat.

En cas de contradiction ou de différences entre les pièces constitutives du présent contrat, les Conditions Particulières prévalent sur les Conditions Générales.

2. DISPOSITIONS GENERALES

La Régie GAZELEC s'engage à assurer à l'utilisateur un accès au réseau, conformément à l'article 23 de la loi du 10 février 2000, ainsi que les prestations qui en découlent (accueil, relève, conseil, dépannage...).

La Régie GAZELEC s'engage notamment à :

- à acheminer l'énergie vers les points de connexion du périmètre du fournisseur,
- à assurer l'accueil des Utilisateurs,
- à réaliser les interventions techniques sur le RPD nécessaires à l'exécution du contrat,
- à assurer la sécurité des tiers vis-à-vis du RPD,
- à respecter des critères de qualité de "l'onde électrique livrée", avec indemnisation éventuelle en cas de dépassement de seuils,
- à informer les Utilisateurs des coupures pour travaux et des coupures pour incident, conformément à la présente. Ces informations leur seront portées à connaissance par tout moyen retenu par la Régie GAZELEC et notamment par voie de presse, d'affichage ou d'informations individualisées.
- à informer le client en cas de défaillance connue par la Régie GAZELEC de la part du fournisseur, selon les dispositions applicables en la matière,
- à relever les comptages et élaborer les données nécessaires à la facturation de l'accès au réseau selon le tarif choisi pour chaque point de connexion,
- à préserver la confidentialité des informations qui lui sont communiquées

L'Utilisateur s'engage notamment à :

- Assurer la conformité de ses installations intérieures aux textes réglementaires et normes applicables à celles-ci
- Garantir le libre accès du Distributeur aux Installations de Comptage et respecter les règles de sécurité applicables,

•Respecter un taux limite de perturbations causées par son installation sur le Réseau Public de Distribution et satisfaire à une obligation de prudence en matière de qualité et de continuité de l'onde électrique, tant pour éviter de perturber les tiers et le Réseau Public de Distribution que pour supporter les conséquences des perturbations sur le réseau,

•Le cas échéant, déclarer, entretenir et exploiter dans les règles de l'art les moyens de production autonome dont il dispose.

Les dispositions du règlement de service du service public de distribution d'énergie électrique de la Régie GAZELEC sont applicables pour autant qu'elles ne soient pas contraires aux dispositions législatives et réglementaires postérieures à la date de mise en œuvre de ce règlement de service.

Ce règlement de service est consultable auprès de la commune, ou auprès de la Régie GAZELEC.

L'Utilisateur reconnaît avoir connaissance du référentiel technique de la Régie GAZELEC.

3. EXÉCUTION DU CONTRAT

3.1. Souscription

La demande de l'Utilisateur précise :

- la date d'effet souhaitée
- le tarif souhaité
- la puissance souscrite
- le Responsable d'Equilibre désigné
- l'existence d'un contrat de fourniture avec engagement sur l'honneur et son acceptation ou refus de transmission des données de comptage au(x) fournisseur(s).

La date de souscription ne peut être qu'un 1^{er} de mois, sauf par dérogation lors de la mise en service du branchement, la date étant alors la date de mise à disposition de la puissance.

La Régie GAZELEC valide la recevabilité de cette demande selon les critères suivants :

- Compatibilité de la date demandée avec les règles du présent contrat,
- Existence et raccordement du point de connexion,
- Une demande antérieure de rattachement ou de changement de fournisseur est en cours de traitement,
- Une intervention non autorisée a été constatée sur l'installation du comptage et / ou les ouvrages de raccordement du point de connexion,
- Le Responsable d'équilibre désigné doit avoir souscrit un contrat GRD-RE auprès du GRD, et un contrat de RE avec le RTE,
- La possibilité d'application du tarif

Si cette demande est irrecevable, l'utilisateur est informé dans les 5 jours.

3.2. Titulaire

Lors de la souscription du contrat, la Régie GAZELEC demande le nom, la raison sociale dutitulaire. Cette information est reprise sur la première facture et désigne le titulaire du contrat.

Le contrat est valable uniquement pour le point de connexion considéré.

3.3. Durée et Résiliation

Le contrat est conclu pour une durée d'un an. Il est renouvelé tacitement par période d'un anjusqu'à sa résiliation par l'une des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception,au moins un mois avant la fin du contrat. *Régie GAZELEC.*

3.4. Circulation du contrat

La Régie GAZELEC est autorisée expressément à sous-traiter ou à céder tout ou partie duprésent contrat d'accès sous la condition expresse que le sous traitant ou le cessionnairereprenne l'ensemble des obligations mises à la charge de la Régie GAZELEC, conformément au cahier des charges de concession.

L'utilisateur s'interdit la sous-traitance de toute obligation résultant du présent contrat etsubordonnant sa cession à la reprise expresse par le cessionnaire des obligationscontractualisées par le cédant.

En cas de modification du statut juridique de l'utilisateur ou du Site de quelque nature que cesoit, ou en cas de changement de raison sociale, l'utilisateur informe le Distributeur dans lesmeilleurs délais, par lettre recommandée avec avis de réception.

3.5. Conformité à l'ordre juridique

Au cas où une stipulation du Contrat se révélerait ou deviendrait non compatible avec unedisposition d'ordre légal ou réglementaire, nationale ou internationale, le Contrat ne serait pasannulé de ce fait ; les autres dispositions garderaient leur force et leur portée.

En ce cas, les Parties se rapprocheront à l'initiative de la plus diligente, pour déterminer d'uncommun accord les modifications à apporter à ladite stipulation pour la rendre compatible avec l'ordre juridique ou envisager les suites à donner au Contrat, tout en s'efforçant de s'écarter lemoins possible de l'économie et plus généralement de l'esprit ayant présidé à la rédaction de lastipulation à modifier.

Dans l'hypothèse où les Parties noueraient des négociations pour réviser le Contrat, celui-cirestera d'application pendant toute la durée de ces négociations.

Toute modification du Contrat devra faire l'objet d'un avenant écrit et signé.

3.6. Adaptation

Dès l'entrée en vigueur de textes législatifs ou réglementaires en relation avec l'objet du présent contrat, ceux-ci s'appliquent de plein droit au présent contrat, dès lors qu'ils sont d'ordre public.

Par ailleurs, en cas de modification substantielle de l'environnement légal ou réglementaire conduisant à la nécessité de revoir tout ou partie des dispositions du présent contrat, les

Parties conviennent de se rencontrer afin de le rendre conforme et adapté aux nouvelles règles en vigueur.

De plus, au cas où une évolution du présent contrat serait proposée à un Utilisateur, l'ensemble des Utilisateurs pourra ensuite bénéficier de cette évolution.

En cas d'événement, notamment de nature économique ou commerciale, survenant après l'entrée en vigueur du présent contrat, entraînant une rupture significative dans l'équilibre du présent contrat, les Parties se rencontreront afin de procéder à l'examen de la situation ainsi créée et de déterminer en commun les modalités selon lesquelles le présent contrat pourrait être poursuivi dans des conditions d'équilibre identiques à celles qui ont prévalu au moment de sa signature.

3.7. Droit applicable et langue du contrat

Le Contrat est régi par le droit français.

Nonobstant toutes traductions qui pourraient en être faites, signées ou non, la langue faisant foi pour l'interprétation ou l'exécution du présent contrat est le français.

3.8. Contestations

Dans le cas de contestation relative à l'interprétation ou l'exécution du présent contrat et de ses suites, pendant la durée de celui-ci ou lors de sa résiliation, les Parties s'engagent à se rencontrer et à mettre en œuvre tous les moyens pour résoudre cette contestation.

Les Parties peuvent, en tant que de besoin, se faire assister d'un expert, notamment pour les contestations relatives à la qualité et à la continuité décrites au chapitre 7 des Conditions Générales.

A cet effet, la Partie demanderesse adresse à l'autre Partie, par lettre recommandée avec avis de réception, une notification précisant :

- la référence du présent contrat (titre et date de signature),
- l'objet de la contestation,
- la proposition d'une rencontre en vue de régler à l'amiable le litige.

Les Parties conviennent expressément que le défaut d'accord, à l'issue d'un délai de trente jours ouvrés à compter du début des négociations, constaté par la signature conjointe d'un procès verbal de réunion y faisant référence, vaut échec de dites Conformément à l'article 38 de la Loi, en cas de différend entre les gestionnaires et utilisateurs de réseaux publics de distribution lié à l'accès aux dits réseaux ou à leur utilisation, notamment en cas de refus d'accès aux réseaux

publics de distribution ou de désaccord sur la conclusion, l'interprétation ou l'exécution des contrats, la Commission de Régulation de l'Energie peut être saisie par l'une ou l'autre des parties. Les litiges portés devant une juridiction sont soumis au tribunal de commerce d'Amiens.

3.9. Prestations complémentaires

Dans le cadre du présent contrat, l'Utilisateur peut bénéficier, s'il le souhaite, de prestations proposées par le Distributeur. Ces prestations complémentaires sont facturées conformément à l'article 9.1 des Conditions Générales.

Lors de la souscription du présent contrat, l'Utilisateur peut demander à bénéficier d'une (ou plusieurs) de ces prestations. La(s) prestation(s) supplémentaire(s) figure(nt) dans les Conditions Particulières lorsqu'elle(s) présente(nt) un caractère récurrent.

En cours d'exécution du présent contrat, l'Utilisateur peut :

- Suspendre une (ou plusieurs) prestation(s) complémentaire(s) qu'il avait souscrite(s);
- Demander une (ou plusieurs) prestation(s) complémentaire(s).

Dans le cas des prestations complémentaires à caractère récurrent, l'Utilisateur doit adresser une demande au Distributeur, par lettre recommandée avec avis de réception. Le Distributeur renvoie, si cette prestation est possible, à l'Utilisateur, par lettre recommandée avec avis de réception, un avenant au présent contrat.

4. BRANCHEMENT

Les présentes dispositions ne préjugent pas de coûts éventuels de l'extension de réseau nécessaire à la réalisation du branchement.

4.1. Caractéristiques des ouvrages de branchement

Les installations de l'utilisateur sont desservies par un point physique de raccordement au Réseau Public de Distribution, qui aboutit à un seul Point de Connexion. Le Point de Connexion est fixé aux bornes aval du dispositif de sectionnement placé en amont de l'Appareil Général de

Commande et de Protection (Disjoncteur).

En amont du Point de Connexion, les ouvrages de raccordement font partie de la concession du Distributeur qui les conçoit, les exploite, les entretient et les renouvelle par ses soins et à ses frais. La puissance maximale équilibrée disponible en Basse Tension est de 250 kVA.

La puissance limite est la puissance maximale triphasée équilibrée pour laquelle les ouvrages de branchement ont été dimensionnés, conformément à la puissance de raccordement demandée et reprise dans le devis du branchement.

L'ensemble des caractéristiques du Point de Connexion est décrit dans les conditions particulières.

4.2. Financement des ouvrages de branchement

La Régie GAZELEC présentera à l'Utilisateur un devis pour la réalisation du branchement individuel dans un délai d'un mois après réception de la demande et de l'éventuel rendez-vous sur place nécessaire à ce devis.

Le devis sera élaboré au coût réel sur la base d'un bordereau de prix communiqué sur demande.

La date de mise en service du branchement sera fixée avec l'Utilisateur sous réserve que le réseau de Distribution Publique desserve le site à alimenter (au sens du Code de l'Urbanisme).

Le devis précisera les délais de réalisation à compter de l'accord de l'Utilisateur. Il indiquera une durée estimée à l'éventuelle obtention des autorisations administratives correspondantes aux travaux et la durée effective des travaux.

La mise en service restera subordonnée au paiement, par l'Utilisateur, du montant du devis et à la fourniture des pièces réglementaires et contractuelles.

4.3. Evolution des ouvrages de branchement

La nouvelle puissance souscrite ne pourra être mise à disposition qu'après le délai de réalisation des travaux éventuellement nécessaires.

4.4. Dépassement de la puissance limite

Dans le cas où une demande d'augmentation de puissance souscrite conduirait à un dépassement de la puissance limite sans dépasser la puissance maximale, la Régie GAZELEC informera, à réception de la demande, que des travaux sont à réaliser.

D'une part, elle enverra un devis à l'Utilisateur pour la partie branchement, y compris le comptage, précisant les délais de réalisation.

D'autre part, elle étudiera, en coordination avec l'autorité concédante si nécessaire, les éventuels travaux sur le Réseau Public nécessaires à l'alimentation de l'Utilisateur.

L'Utilisateur sera informé de ces éventuels travaux, de leur maître d'ouvrage et des délais en découlant.

Si des travaux sont nécessaires sur les installations de l'Utilisateur situées en aval du point de connexion, ils seront réalisés par l'Utilisateur à ses frais.

4.5. Dépassement de la puissance maximale

Lorsqu'une demande d'augmentation de puissance du Point de Connexion conduit à franchir la puissance maximale, l'utilisateur et le Distributeur se rapprochent pour étudier la souscription d'un contrat adapté au nouveau niveau de puissance, demandé par l'Utilisateur. En effet, au-delà de 250 kVA et lors d'une demande spécifique compatible avec les textes réglementaires, l'alimentation doit se faire au niveau de tension HTA.

4.6. Moyens de production de l'Utilisateur

L'Utilisateur peut mettre en oeuvre des moyens de production d'électricité raccordés à son installation intérieure qu'il exploite à ses frais et sous sa seule et entière responsabilité.

Pour cela, l'Utilisateur doit informer la Régie GAZELEC, dès qu'il en a connaissance et au plus tard un mois avant leur mise en service, de l'existence des moyens de production d'électricité raccordés à l'installation intérieure, et de toute modification de ceux-ci. L'accord décrit de la Régie GAZELEC est nécessaire avant la mise en oeuvre de ces moyens de production. Cet accord porte notamment sur la spécification des matériels utilisés, en particulier les dispositifs de couplage et de protection, qui doivent être conformes aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

L'Utilisateur s'engage à maintenir les dispositifs de couplage et de protection pendant toute la durée du contrat, et à justifier de leur bon fonctionnement à toute demande de la Régie GAZELEC. L'existence de moyens de production est mentionnée dans les conditions particulières.

5. COMPTAGE

5.1 Propriété – Fourniture

Les appareils de mesure et de contrôle font partie du domaine concédé conformément au règlement de service auxquels il est fait référence à l'article 2. Ces appareils peuvent être fournis soit par l'Utilisateur, soit par la Régie GAZELEC.

L'Utilisateur pourra demander à bénéficier d'un équipement de comptage différent conformément au point IV B 4 de l'exposé des motifs de la décision ministérielle du 23 septembre 2005 selon le catalogue de prestations et le référentiel technique, disponible sur demande.

L'Utilisateur pourra demander à bénéficier d'un équipement supplémentaire selon le catalogue des prestations disponible sur demande. Ces prestations supplémentaires feront l'objet d'une facturation spécifique.

L'Utilisateur mettra à disposition de la Régie GAZELEC pour l'installation de comptage, un local clos, propre (hors poussières industrielles), sec, chauffé et ventilé (de façon à conserver une température comprise entre 5°C et 40°C), accessible uniquement aux personnes autorisées par l'Utilisateur ou la Régie GAZELEC. En substitution d'un local, une armoire spécifique peut être prévue.

L'utilisateur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour que les personnes autorisées par le Distributeur puissent avoir accès au local dans lequel est installé le dispositif de comptage de référence.

En cas de refus, le présent contrat est suspendu, conformément à l'article 13.

5.2 Description

Les appareils de mesure et de contrôle permettent le contrôle des caractéristiques de la fourniture et leur adaptation aux conditions du contrat souscrit par l'utilisateur et servent à la facturation de la part acheminement de l'électricité. Ils sont scellés par la Régie GAZELEC.

Ils comprennent notamment les équipements suivants :

- Un compteur d'enregistrement des consommations,
- Des transformateurs de mesures adaptés aux compteurs,
- Des câbles de liaison,
- Un système de mesure de la puissance atteinte,
- Un système de répartition des consommations dans les postes tarifaires. (Ces deux derniers systèmes peuvent être intégrés au compteur).

Le cas échéant, une ligne téléphonique est également prévue. Cette ligne est raccordée au réseau téléphonique commuté, de type analogique et fournie directement par un opérateur téléphonique. Elle doit être mise à la disposition exclusive de la Régie GAZELEC par l'utilisateur et doit arriver à proximité d'au moins une des interfaces de communication du dispositif de comptage. Elle doit être équipée des dispositifs de protection éventuels exigés par l'opérateur téléphonique dans le cadre des installations de communication en environnement électrique (isolation galvanique).

5.3 Contrôle et entretien

Les appareils de mesure et de contrôle sont entretenus et vérifiés par la Régie GAZELEC.

A cette fin, les agents doivent pouvoir accéder à tout moment à ces appareils sous justificatif de leur identité. Les frais de réparation ou de remplacement des appareils qui résultent, le cas échéant, de ces visites sont à la charge de la personne ayant fourni le comptage (sauf dégradation imputable à l'utilisateur).

La Régie GAZELEC pourra procéder au remplacement des appareils en fonction des évolutions technologiques.

L'utilisateur, ou la Régie GAZELEC, peut demander à tout moment la vérification de ces appareils soit par la Régie GAZELEC (sauf si elle est à l'origine de la demande), soit par un expert choisi parmi les organismes agréés par le service du contrôle des instruments de mesure. Les frais entraînés par cette vérification sont à la charge de la Régie GAZELEC si ces appareils ne sont pas reconnus exacts, dans les limites réglementaires de tolérance et à celle du demandeur dans le cas contraire.

5.4 Dysfonctionnement des appareils

En cas de fonctionnement défectueux des appareils de mesure ou de contrôle ayant une incidence sur l'enregistrement des consommations, une rectification de la facturation sera établie par comparaison avec des périodes similaires de consommation. A défaut, la quantité d'énergie

acheminée sera déterminée par analogie avec celle de l'utilisateur présentant des caractéristiques de consommation comparables.

L'utilisateur doit veiller à ne pas porter atteinte à l'intégrité des appareils permettant le calcul de ses consommations d'électricité.

En cas de défaillance du dispositif de comptage et si l'utilisateur est le fournisseur des équipements, le Distributeur posera en dépannage un (ou des) équipement(s) assurant la (ou les) même(s) fonctionnalité(s) pour une durée maximale de deux mois. La prestation sera facturée selon le catalogue des prestations du Distributeur. L'utilisateur supportera également les frais de location & entretien inhérents à cette mise à disposition provisoire.

5.5 Accès aux installations pour le relevé du compteur

L'utilisateur doit prendre toute disposition pour permettre l'accès et le relevé du comptage une fois par mois.

5.6 Utilisation des données du comptage

Les données de comptage appartiennent à l'utilisateur. En conséquence, il peut accéder de base à l'ensemble des informations délivrées par le dispositif de comptage de référence du site qui fournira les éléments strictement nécessaires à la facturation de l'utilisation des réseaux, en particulier il pourra accéder aux éventuels contacts tarifaires et liaison de téléinformation.

Le distributeur accède sans réserve à l'ensemble des informations délivrées par le dispositif de comptage de référence du Site, afin d'exécuter son obligation de comptage définie à l'article 19 de la Loi du 10 février 2000.

Afin de répondre aux obligations de l'article 15 de la Loi, le Distributeur transmettra les données de comptage, éventuellement agrégée avec celles d'autres utilisateurs du site au Responsable d'Equilibre désigné par l'utilisateur conformément à l'article 8.2.

6. CARACTERISTIQUES DES TARIFS D'ACHEMINEMENT

6.1 Choix et structure

L'utilisateur choisit son tarif en fonction de ses besoins, dans les tarifs prévus par le décret n°2001-365 du 26 avril 2001 modifié, pour une durée d'un an.

6.2 Tarif

Chaque tarif comporte un abonnement, dont le montant annuel dépend de la puissance souscrite. Ce montant figure dans les conditions particulières du présent contrat et est fonction du tarif choisi par l'utilisateur.

Le nombre de kWh acheminés est facturé en fonction du tarif souscrit par l'utilisateur et comme indiqué dans les conditions particulières du présent contrat.

Les horaires des classes temporelles sont fixés par le Distributeur et précisés dans les conditions particulières.

6.3 Adéquation tarifaire

Il appartient à l'utilisateur de s'assurer de l'adéquation de son tarif à ses besoins.

La Régie GAZELEC s'engage à répondre à toute demande de l'utilisateur concernant sa puissance souscrite sans que la Régie GAZELEC ne puisse être tenue responsable :

- du mauvais usage que l'utilisateur ferait de la réponse en matière de souscription de(s) puissance(s), par exemple dans le cas où la consommation réalisée serait sensiblement différente de celle prévue initialement, entraînant ainsi une mauvaise optimisation de la (des) puissance(s) souscrite(s), ou de nombreux dépassements,
- des conséquences du choix de l'utilisateur de ne pas tenir compte de la réponse de la Régie GAZELEC.

L'utilisateur peut demander à modifier son tarif au minimum un an après la mise en service. Le tarif choisi s'applique alors pour une durée minimale d'un an.

6.4 Changement de prix

Les éventuelles évolutions tarifaires, arrêtées par les ministres chargés de l'économie et de l'énergie s'appliquent de plein droit au présent contrat dès leur entrée en vigueur.

En cas de modification des prix entre deux facturations, le relevé des consommations comportes simultanément des consommations payables à l'ancien et au nouveau prix. Le montant facturé est alors calculé selon une répartition forfaitaire proportionnelle à la durée de charge période écoulée.

6.5 Modification des puissances souscrites

L'utilisateur peut demander à modifier ses puissances souscrites à tout moment. Toutefois, si la dernière modification date de moins d'un an :

- En cas d'augmentation demandée suite à une baisse, la "réservation de puissance x puissance souscrite" sera recalculée en prenant comme date d'effet celle du dernier changement avec comme puissance souscrite celle demandée.
- En cas de baisse demandée suite à une augmentation, un complément de "réservation de puissance x puissance souscrite" sera calculée en prenant comme date d'effet celle demandée en retranchant le nombre de mois restant avant l'atteinte d'une période d'un an.

La demande de modification devra être envoyée à la Régie GAZELEC au moins 15 jours avant la date souhaitée qui est obligatoirement un 1^o du mois.

La Régie GAZELEC indiquera, par retour, à l'utilisateur la recevabilité de cette demande, d'une part et les éventuelles interventions à effectuer selon le catalogue des prestations.

6.6 Dépassement de puissance(s) souscrite(s)

L'utilisateur doit en principe limiter la puissance appelée par les installations de son Site à la(aux) puissance(s) souscrite(s). Cependant, si la puissance disponible sur le Réseau le permet, la puissance appelée par les installations du Site peut dépasser la (les) puissance(s) souscrite(s). Ce dépassement est facturé dans les conditions décrites dans le présent article.

Pour garantir la sécurité du Réseau, le Distributeur n'est pas tenu de faire face à ces dépassements et peut prendre, aux frais de l'utilisateur, sous réserve de l'avoir préalablement informé par lettre recommandée avec avis de réception, toutes dispositions qui auraient pour effet d'empêcher la réalisation et le renouvellement de ceux-ci. En particulier, le Distributeur peut imposer qu'un disjoncteur, soit réglé de manière à déclencher pour une puissance active instantanée excédant de 10% la puissance souscrite.

En cas de refus, le présent contrat sera suspendu dans les conditions de l'article 13.

Le contrôle de puissance souscrite est effectué par le comptage. La période d'intégration dépend du type de matériel.

Conformément au tarif visé à l'article 6.1, la mesure de dépassement se fait soit par le comptage, soit par traitement de la courbe de charge relevée et la facturation est respectivement, soit basée sur la durée des dépassements, soit sur leur niveau.

6.7 Tarification de l'énergie réactive

Le prix d'accès au réseau comprend la mise à disposition par le Distributeur d'énergie réactive :

- jusqu'à concurrence de 40% de la quantité d'énergie active soutirée par le PDC, pour les périodes soumises à limitation, soit de 6h à 22h les jours ouvrables pendant les mois de novembre à mars inclus,
- sans limitation en dehors de ces périodes.

Pendant les périodes soumises à limitation, l'énergie réactive soutirée au delà de 40% de l'énergie active est facturée mensuellement, selon un tarif dépendant du domaine de tension du PDC. Son montant, en €/kVArh, à la date de signature du présent contrat figure aux Conditions Particulières.

Les conditions particulières préciseront quel type de comptage est utilisé.

Si le dispositif de comptage de référence décrit au 5.1 des Conditions Générales ne fournit pas une courbe de charge en puissance réactive moyenne au pas de temps de dix minutes, la consommation d'énergie réactive est stockée dans un index d'énergie réactive, dont le découpage temporel est le même que celui de l'index d'énergie active. Le Distributeur détermine alors la tangente ϕ , rapport entre l'énergie réactive et l'énergie active, pendant les heures de 6h00 à 22h00 tous les jours pendant les mois de novembre à mars inclus.

7. CONTINUITÉ ET QUALITÉ

L'utilisateur peut demander à la Régie GAZELEC un bilan annuel des défauts constatés sur le réseau d'alimentation du Point de Connexion de l'Utilisateur, selon les définitions de la norme EN

50-160(disponible auprès de l'UTE). Ce bilan est communiqué par la Régie GAZELEC gratuitement une fois par an, tout duplicata étant facturé comme prévu dans le catalogue des prestations.

Si l'utilisateur le demande, le Distributeur lui adresse les informations sur les conditions de qualité et de continuité du Site, sur leurs évolutions envisageables ainsi que sur les mesures habituelles que l'utilisateur peut prendre pour minimiser les conséquences des aléas de distribution, tout particulièrement s'il a subi des dommages suite à une perturbation électrique.

Il appartient à l'utilisateur, dûment informé des aléas décrits ci-dessus, de prendre les mesures économiquement raisonnables et techniquement efficaces pour en minimiser, dans la mesure du possible, les conséquences sur ses installations.

La Régie GAZELEC s'engage sur la continuité et la qualité de l'électricité sauf dans les cas prévus à l'article 10.3.

7.1. Caractéristiques de l'électricité livrée

La tension contractuelle mise à disposition est conforme à l'arrêté du 29 mai 1986 soit 400 V en courant triphasé.

Cette tension pouvant varier dans une plage de + 6% à - 10%.

La fréquence est de 50 Hz.

7.2. Engagement de la Régie GAZELEC

7.2.1 Engagement de la Régie GAZELEC sur la continuité dans le cadre des travaux de développement, exploitation et entretien du réseau d'alimentation dont elle est maître d'ouvrage

La Régie GAZELEC doit intervenir sur les réseaux d'alimentation.

Lorsque ces interventions sont programmées. Celles-ci sont portées à la connaissance des utilisateurs par voie de presse, d'affichage ou d'informations personnalisées avec l'indication de la durée prévisible, qui ne pourra dépasser 8 heures.

En cas d'urgence pouvant mettre en péril le réseau et/ou la sécurité des personnes et des biens, la Régie GAZELEC prend immédiatement les mesures nécessaires et prévient dans les meilleurs délais la mairie de la commune où se situe l'intervention.

La durée annuelle cumulée de l'ensemble de ces travaux ne pourra excéder 20 heures.

7.2.2 Engagement de la Régie GAZELEC sur la continuité hors travaux

Le Point de Connexion de l'énergie est fixé comme prévu à l'article 4.1 1^{er} alinéa.

Par analogie avec les systèmes mis en œuvre pour les points de connexion de tension d'alimentation HTA, la Régie GAZELEC s'engage à ce que pour chaque utilisateur la somme des seuils pour les coupures longues et brèves n'augmente pas dans l'avenir, conformément à l'annexe du cahier des charges de concession.

La Régie GAZELEC propose systématiquement à l'utilisateur un engagement standard en matière de continuité et de qualité hors travaux.

7.2.3 Engagement de la Régie GAZELEC sur la continuité

Les Parties conviennent que les Coupures susceptibles de survenir, du fait des manœuvres d'exploitation, dans l'heure qui suit le début d'une Coupure longue ne sont pas comptabilisées. De même, les Coupures brèves résultant du fonctionnement des protections et automatismes et précédant d'au plus deux minutes les Coupures longues ou brèves ne sont pas comptabilisées.

La Régie GAZELEC distingue les zones d'alimentation suivantes :

1. Agglomération de moins de 10.000 habitants
2. Agglomération de 10.000 à 100.000 habitants
3. Agglomération de plus de 100.000 habitants, hors commune de plus de 100.000 habitants et banlieue parisienne,
4. Commune de plus de 100.000 habitants et banlieue parisienne

La Régie GAZELEC s'engage à ne pas dépasser le nombre de Coupures suivant, par périodes de douze mois à compter de la prise d'effet de l'engagement qualité précisée aux Conditions Particulières.

	ZONE	NOMBRE DE COUPURES
Coupures longues (durée \geq 3 min)	1	9
	2	6
	3	5
	4	4
Coupures brèves (1s \leq durée < 3 min)	1	30
	2	10
	3	3
	4	2

La valeur de l'engagement standard correspondant au Site est précisée dans les Conditions Particulières.

7.3. Coupure d'une durée supérieure à 6 heures

Pour toute coupure d'une durée supérieure à six heures imputable à une défaillance du Réseau, les dispositions de l'article 6 I du décret n° 2001-365 du 26 avril 2001 relatif aux tarifs d'utilisation des réseaux publics de transport et de distribution d'électricité s'appliquent.

L'abattement est calculé selon les principes définis à l'alinéa ci-après par le Distributeur et déduit de la facture le mois suivant la Coupure concernée.

En application de l'article 6 I du décret susvisé, l'abattement est égal à 2 % de la composante fonction de la puissance souscrite du tarif d'utilisation des réseaux publics, soit $Réservation\ de\ puissance \times P_{souscrite}$ ou $Réservation\ de\ puissance \times P_{souscrite\ pondérée}$, pour une Coupure de plus de six heures et de strictement moins de douze heures, de 4 % pour une Coupure de plus de douze heures et de strictement moins de dix-huit heures, et ainsi de suite par période entière de six heures.

8. DECLARATION DES ACTEURS DE LA FOURNITURE

8.1 Désignation des fournisseurs

L'utilisateur doit s'engager sur l'honneur de l'existence d'un contrat de fourniture.

L'utilisateur a connaissance que la Régie GAZELEC pourra après son accord faire parvenir les données de comptage à son ou ses fournisseurs.

8.2 Responsable d'équilibre

L'utilisateur doit informer la Régie GAZELEC par Lettre Recommandée avec accusé de réception du Responsable d'Equilibre désigné pour le site, conformément à l'article 15 V de la Loi.

L'utilisateur peut désigner comme Responsable d'Equilibre, lui-même ou un tiers.

Ce Responsable d'Equilibre sera destinataire des éléments nécessaires à sa mission. Ce Responsable d'Equilibre devra avoir signé un contrat de Responsable d'Equilibre avec le RTE et un contrat GRD-RE avec la Régie GAZELEC qui définit en particulier les échanges de données.

Tous les échanges concernant la modification du Responsable d'Equilibre entraîneront la facturation des frais à l'utilisateur.

En cas de changement de Responsable d'Equilibre, plusieurs possibilités sont envisageables :

8.2.1 Changement du Responsable d'Equilibre à l'initiative de l'utilisateur

L'utilisateur doit informer son Responsable d'Equilibre précédent, par tout moyen écrit confirmé simultanément par lettre recommandée avec avis de réception, de sa décision de changer de Responsable d'Equilibre.

L'utilisateur informe simultanément la Régie GAZELEC de cette décision dans les meilleurs délais, par tout moyen écrit confirmé simultanément par lettre recommandée avec avis de réception.

La date de prise d'effet de la sortie du Périmètre correspond à la date d'effet de la résiliation du contrat liant le Responsable d'Equilibre et l'utilisateur. Cette date d'effet est :

•si l'information adressée par l'utilisateur conformément au présent article est reçue par la Régie GAZELEC au moins sept jours calendaires avant la fin du mois courant, mois M, la sortie du Périmètre prend effet le premier jour du mois suivant, c'est-à-dire le premier jour du mois M+1.

•Si l'information est reçue moins de sept jours calendaires avant la fin du mois courant, mois M, la sortie prend effet le premier jour du deuxième mois suivant, c'est-à-dire le premier jour du mois M+2.

Le Site reste rattaché au Périmètre du Responsable d'Equilibre précédent jusqu'à la date d'effet de la sortie de son Périmètre.

Dès réception de l'information adressée par l'utilisateur, la Régie GAZELEC informe l'utilisateur, par tout moyen écrit confirmé simultanément par lettre recommandée avec avis de réception, de la date d'effet de la sortie du Site du Périmètre et lui demande de lui désigner dans les plus brefs délais, si ce n'est déjà fait, et en tout état de cause au moins sept jours calendaires avant cette date d'effet, un nouveau Responsable d'Equilibre, conformément au premier alinéa du présent article.

La Régie GAZELEC informe dans les meilleurs délais et, en tout état de cause avant la date d'effet du changement de Responsable d'Equilibre, par tout moyen écrit confirmé simultanément par lettre recommandée avec avis de réception, le Responsable d'Equilibre précédent de la date d'effet de la sortie du Site de son Périmètre. La Régie GAZELEC informe, dans les mêmes conditions, le nouveau Responsable d'Equilibre de la date d'effet de l'entrée du site dans son Périmètre.

L'identité du Responsable d'Equilibre, figurant aux Conditions Particulières, est modifiée par avenant au présent contrat.

8.2.2 Site sorti du Périmètre à l'initiative du Responsable d'Equilibre

Le Responsable d'Equilibre doit informer l'utilisateur et la Régie GAZELEC, par tout moyen écrit confirmé simultanément par lettre recommandée avec avis de réception, de sa décision de l'exclure de son Périmètre.

L'utilisateur informe la Régie GAZELEC de cette décision dans les meilleurs délais, par tout moyen écrit confirmé simultanément par lettre recommandée avec avis de réception.

La date de prise d'effet de la sortie du Périmètre correspond à la date d'effet de la résiliation du contrat liant le Responsable d'Equilibre et l'utilisateur. Cette date d'effet est :

•si l'information adressée conformément au présent article est reçue par la Régie GAZELEC au moins sept jours calendaires avant la fin du mois courant, mois M, la sortie du Périmètre prend effet le premier jour du deuxième mois suivant, c'est-à-dire le premier jour du mois M+2.

•si l'information est reçue moins de sept jours calendaires avant la fin du mois courant, mois M, la sortie prend effet le premier jour du troisième mois suivant, c'est-à-dire le premier jour du mois M+3.

Le Site reste rattaché au Périmètre du Responsable d'Equilibre précédent jusqu'à la date d'effet de la sortie de son Périmètre. Dès réception de l'information adressée par l'utilisateur, la Régie

GAZELEC informe l'utilisateur, par tout moyen écrit confirmésimultanément par lettre recommandée avec avis de réception, de la date d'effet de la sortie du Site du Périmètre et lui demande de lui désigner dans les plus brefs délais, si ce n'est déjà fait, et en tout état de cause au moins sept jours calendaires avant cette date d'effet, un nouveau Responsable d'Equilibre, conformément au premier alinéa du présent article.

La Régie GAZELEC informe dans les meilleurs délais et, en tout état de cause avant la date d'effet du changement de Responsable d'Equilibre, par tout moyen écrit confirmé simultanément par lettre recommandée avec avis de réception, le Responsable d'Equilibre précédent de la date d'effet de la sortie du Site de son Périmètre.

La Régie GAZELEC informe, dans les mêmes conditions, le nouveau Responsable d'Equilibre de la date d'effet de l'entrée du site dans son Périmètre.

L'identité du Responsable d'Equilibre, figurant aux Conditions Particulières, est modifiée par avenant au présent contrat.

8.2.3 Changement de responsable d'Equilibre en raison de la résiliation du contrat liant RTE et le Responsable d'Equilibre

Le Responsable d'Equilibre doit informer l'utilisateur et la Régie GAZELEC, dès la notification du préavis de résiliation du contrat de responsable d'équilibre conclu entre RTE et le Responsable d'Equilibre, de la date d'effet de la sortie du Site du Périmètre définie par RTE.

L'utilisateur informe dans les meilleurs délais la Régie GAZELEC, par tout moyen écrit confirmé simultanément par lettre recommandée avec avis de réception, de la date d'effet de la sortie du Site ainsi que de l'identité du nouveau Responsable d'Equilibre conformément au premier alinéa de l'article 8.2.

La Régie GAZELEC informe dans les meilleurs délais et, en tout état de cause avant la date d'effet du changement de Responsable d'Equilibre, par tout moyen écrit confirmé simultanément par lettre recommandée avec avis de réception, le Responsable d'Equilibre précédent de la date d'effet de la sortie du Site de son Périmètre. La Régie GAZELEC informe, dans les mêmes conditions, le nouveau Responsable d'Equilibre de la date d'effet de l'entrée du site dans son Périmètre.

L'identité du Responsable d'Equilibre, figurant aux Conditions Particulières, est modifiée par avenant au présent Contrat.

8.2.4 Changement de Responsable d'Equilibre en raison de la défaillance du responsable d'Equilibre

En cas de mise en demeure par le RTE, prévue à l'article 15 V de la Loi, le Responsable d'Equilibre informera immédiatement l'utilisateur et la Régie GAZELEC.

Si le contrat de Responsable d'Equilibre est résilié, au terme du délai réglementaire, les dispositions de l'article 8.2.3 sont alors appliquées.

9. FACTURATION ET CONDITION DE PAIEMENT

9.1. Facturation

9.1.1. Périodicité des factures

La Régie GAZELEC établit une facture tous les mois en fonction de relevés.

Cette facture comprend :

- la composante annuelle de gestion qui est facturée par douzième et par anticipation sur la même facture que les consommations et redevances du mois écoulé.
- la composante annuelle des soutirages facturée par douzième pour la part fixe et selon les consommations du mois écoulé pour la part variable
- les éventuels montants dus en application de l'article 6.5
- la composante mensuelle des dépassements de puissance souscrite
- la composante annuelle de comptage et les prestations de comptage pour le mois à venir
- la composante de l'énergie réactive
- l'éventuel abattement prévu à l'article 7.3

Lorsque la mise en service du Point de Connexion a été faite à une date autre qu'un premier jour de mois (article 3.1), les règles suivantes de facturation sont appliquées :

- les termes fixes du Tarif sont facturés prorata temporis, à partir de la date de mise en service,
- la part variable du Tarif est facturée à compter du jour de la mise en service

9.1.2. Contestation des factures

L'utilisateur peut contester rétroactivement ses factures pendant une durée maximale de 5 ans, notamment en cas de mauvais fonctionnement des appareils de mesure ou de contrôle ou d'erreur manifeste du relevé.

La Régie GAZELEC peut, en cas de fonctionnement défectueux des appareils de mesure ou de contrôle, ou d'erreur manifeste du relevé, procéder à un redressement de facturation, selon les modalités décrites à l'article 5.4. Le redressement est calculé en fonction des tarifs en vigueur au moment des faits. Aucune majoration d'intérêt de retard ne peut être demandée à l'utilisateur.

Les fraudes portant sur le matériel de comptage relèvent du droit commun et l'ensemble des frais liés au traitement du dossier sera à la charge de l'utilisateur.

La réclamation n'a pas pour effet de suspendre l'obligation de régler les sommes facturées.

9.2 Conditions de paiement

9.2.1 Paiement des factures

Toute facture doit être payée au plus tard dans un délai de 15 jours à compter de sa date d'émission. A défaut de paiement intégral dans le délai prévu pour leur règlement, les sommes dues sont majorées de plein droit, sans qu'il soit procédé à une mise en demeure, de pénalités

calculées sur la base d'une fois et demi le taux de l'intérêt légal appliqué au montant de la créance. Aucun escompte ne sera appliqué en cas de paiement anticipé.

Le choix de l'utilisateur pour le mode de paiement soit par chèque ou numéraire, soit par prélèvement automatique et toute modification de ce choix est indiquée aux conditions particulières.

Si l'utilisateur opte pour le prélèvement automatique, il devra adresser à la Régie GAZELEC un formulaire de prélèvement (disponible à la Régie GAZELEC) dûment complété accompagné d'un RIB. L'utilisateur peut demander également à être "mensualisé" à n'importe quelle période. Pour ce faire, il devra renvoyer le formulaire de prélèvement (disponible à la Régie GAZELEC) dûment complété accompagné d'un RIB. En retour, la Régie GAZELEC lui fera parvenir son échéancier.

Lorsque le prélèvement automatique a été rejeté deux fois consécutives par l'établissement bancaire concerné, le Distributeur annule ce mode de règlement et est en plein droit d'exiger le paiement des factures par chèque ou par virement bancaire et applique des pénalités de retard conformément au 1^{er} alinéa du présent article.

9.2.2 Responsabilité du paiement

Les factures sont expédiées :

- soit au titulaire du contrat à l'adresse du point de connexion,
- soit au titulaire du contrat à une adresse différente de celle du point de connexion,
- soit à l'adresse d'un tiers désigné comme payeur par le titulaire du contrat.

Dans tous les cas, le titulaire du contrat reste responsable du paiement des factures.

9.2.3 Mesures prises par la Régie GAZELEC en cas de non paiement

En l'absence de paiement, la Régie GAZELEC peut suspendre l'accès au RPD. Cette suspension ne peut intervenir qu'à l'expiration d'un délai de 10 jours après rappel écrit valant mise en demeure de l'utilisateur.

Tout déplacement d'agent de la Régie GAZELEC donne lieu à facturation de frais, que la fourniture ait été suspendue ou non, selon le catalogue des prestations (disponible à la Régie GAZELEC).

9.3 Taxes et contributions

La Régie GAZELEC applique les taxes et contributions conformément à la législation en vigueur.

TVA :

La Régie GAZELEC est redevable de la Taxe sur la Valeur Ajoutée en vigueur à l'émission de la facture (TVA payée sur les débits). La TVA s'applique aux frais d'abonnement, aux consommations, aux prestations, aux taxes locales et contributions. Le taux réduit de 5,5 % est applicable à l'abonnement pour autant que par l'ensemble du site la somme des puissances souscrites des multiples points de connexion ne dépassent pas 36kVA.

Taxes locales :

Elles s'appliquent à 30% des montants hors taxes des montants facturés au titre de l'utilisation des réseaux. Elles sont généralement comprises entre :

- 0 et 8 % pour la taxe communale et syndicale
- 0 et 4 % pour la taxe départementale, et fixées par chaque collectivité.

CSPE :

La loi du 3 janvier 2003 a mis en place une contribution aux charges de service public de l'électricité (CSPE). Cette contribution est destinée à couvrir les surcoûts de production dans les DOM, les obligations d'achat en faveur des énergies renouvelables et de la cogénération et les dispositifs d'aide aux personnes en situation de précarité.

Le montant de la contribution applicable à chaque kWh acheminé est fixé, chaque année, par arrêté du ministre de l'économie sur proposition de la Commission de Régulation de l'Énergie. La contribution annuelle est plafonnée à 500.000 € par site de consommation. De plus, à partir du 1^{er} janvier 2006, le montant total annuel de cette contribution par toute société industrielle consommant plus de 7GWh par an est limité à 0,5% de sa valeur ajoutée.

CTA :

L'article 18 de la Loi du 9 août 2004 a instauré une Contribution Tarifaire d'Acheminement sur les prestations de distribution d'électricité au profit de la Caisse Nationale des Industries Electriques et Gazières.

Cette contribution est assise sur la part fixe hors taxes du tarif fixé conformément à l'article 6.1 des présentes.

Son taux est fixé par les Ministres chargés de l'Énergie, du Budget et de la sécurité sociale.

10. RESPONSABILITÉ

Les Parties sont responsables l'une à l'égard de l'autre, des dommages directs et certains résultant de toute mauvaise exécution, ou non-exécution des engagements souscrits aux termes du présent Contrat.

Il sera appliqué la procédure prévue à l'article 10.3.

10.1 Responsabilité de l'utilisateur

L'installation électrique est située en aval du Point de Connexion. En sont exclus les appareils de mesure et de contrôle mentionnés au chapitre 5 des présentes. Elle est placée sous la responsabilité de l'utilisateur. Elle doit avoir été réalisée conformément aux textes et normes en vigueur et entretenue aux frais du propriétaire ou de l'utilisateur, ou de toute personne à laquelle aurait été transférée la garde des dites installations, de manière à éviter tout trouble de fonctionnement sur le réseau de distribution exploité par la Régie GAZELEC et à ne pas compromettre la sécurité des personnes qui interviennent sur ce réseau, ni celle du public.

L'utilisateur doit veiller à la conformité aux normes en vigueur de ses appareils électriques.

En aucun cas, ni l'autorité concédante, ni la Régie GAZELEC n'encourent de responsabilité en raison de défectuosité des installations intérieures.

La Régie GAZELEC peut également suspendre l'accès au réseau dans les cas cités à l'article 12 du présent contrat.

L'Utilisateur est responsable, comme prévu au 1^o alinéa de l'article 10, notamment en cas de non-respect de ses engagements visés à l'article 7.2 des présentes.

Cette responsabilité pourra toutefois être atténuée si l'Utilisateur apporte la preuve :

- que toutes les mesures visant à limiter à un niveau acceptable les perturbations émises par ses propres installations et qu'il a remédié à toute défectuosité s'étant manifestée en ayant informé le Distributeur.
- d'une faute ou négligence du Distributeur.

10.2 Responsabilité de la Régie GAZELEC

En cas de dépassement des seuils visés à l'article 7.1, la Régie GAZELEC est entièrement responsable des dommages directs et certains qu'elle cause à l'utilisateur en cas de non-respect des engagements et obligations mises à sa charge au terme des dispositions générales d'accès et d'utilisation du RPD, telles que précisées dans le présent contrat.

Cette responsabilité pourra toutefois être atténuée, voire écartée :

- si le Distributeur apporte la preuve d'une faute ou négligence de l'Utilisateur.
- si le client ne peut apporter la preuve de la mise en œuvre des moyens destinés à satisfaire son obligation de prudence prévue à l'article 7.2 des présentes.

10.3 Procédure de réclamation

En cas de contestation ou de réclamation d'une partie ayant pour origine un non-respect par l'autre partie de ses obligations, les parties s'obligent à recourir à la procédure amiable décrite ci-dessous.

La partie qui s'estime victime d'un dommage qu'il attribue en une faute ou au non-respect des engagements, de l'autre partie définis dans le présent contrat l'en informe de l'existence d'un préjudice en déclarant le dommage dans un délai de 7 jours calendaires par lettre recommandée avec avis de réception à compter de la survenance du dommage ou de la date où elle en a eu connaissance, en précisant le préjudice et tous les éléments permettant de faciliter la recherche sur les circonstances de l'accident.

La partie s'estimant victime du dommage doit également adresser, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de trois mois à compter de l'envoi de l'information prévue au paragraphe précédent, une demande de réparation accompagnée d'un dossier démontrant de façon indiscutable, à l'aide de toute pièce l'existence de son droit à réparation. Ce dossier contiendra notamment

- le fondement de sa demande

- les justificatifs et l'évaluation précise des dommages,
- la preuve d'un lien de causalité entre l'incident et le dommage occasionné.

Si une partie estime que la responsabilité d'un tiers doit être mise en cause, elle doit effectuer, à ses frais, toutes les démarches nécessaires à cette mise en cause.

La partie mise en cause doit dans un délai de trente jours à compter de la réception de la demande de réparation susvisée, répondre par lettre recommandée avec avis de réception adressée à l'autre partie. Cette réponse peut faire part :

○ Soit d'une transmission de dossier à son assureur en précisant les coordonnées de son assureur et la date de transmission du dossier et de sa référence.

○ Soit d'un traitement direct du dossier, et :

- d'un accord sur le principe et le montant de la réparation,
- d'un accord sur le principe mais d'un désaccord sur le montant,
- d'un désaccord sur le principe et le montant de la réparation.

En cas d'accord d'indemnisation, la partie mise en cause indemnise l'autre partie dans les trente jours calendaires en informant le fournisseur.

En cas de refus d'indemnisation totale, la partie mise en cause organisera, dans un délai d'un mois à compter de la date de réception de la réponse une expertise amiable. L'expert dont la désignation et la rémunération incomberont au GRD disposera d'un délai d'un mois pour rechercher l'accord des parties.

A défaut d'accord, conformément à l'article 38 de la Loi, en cas de différend entre les gestionnaires et utilisateurs de réseaux publics de distribution lié à l'accès aux dits réseaux ou à leur utilisation, notamment en cas de refus d'accès aux réseaux publics de distribution ou de désaccord sur la conclusion, l'interprétation ou l'exécution des contrats, la Commission de Régulation de l'Energie peut être saisie par l'une ou l'autre des parties.

Les litiges portés devant une juridiction sont soumis au tribunal de commerce d'Amiens.

10.4 Régime perturbé et force majeure

10.4.1 Définition

Pour l'exécution du présent contrat, un événement de force majeure désigne tout événement irrésistible, imprévisible et extérieur, rendant impossible l'exécution de tout ou partie des obligations contractuelles de l'une ou l'autre des Parties.

En outre, il existe des circonstances exceptionnelles, indépendantes de la volonté de la Régie GAZELEC ou non maîtrisables dans l'état des techniques, qui sont, de convention expresse, assimilées par les Parties à des événements de force majeure pouvant conduire la Régie GAZELEC à ne pas pouvoir remplir ces engagements. Ces circonstances sont notamment les suivantes :

- les destructions volontaires dues à des actes de guerre, émeutes, pillages, sabotages, attentats ou atteintes délictuelles ;

- les dommages causés par des faits accidentels et non maîtrisables, imputables à destiers, tels qu'incendies, explosions ou chutes d'avions ;
- les catastrophes naturelles au sens de la loi n° 82-600 du 13 juillet 1982, c'est-à-dire des dommages matériels directs ayant pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel, lorsque les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises ;
- les phénomènes atmosphériques irrésistibles par leur cause et leur ampleur etauxquels les réseaux électriques, et notamment aériens, sont particulièrementvulnérables (ex. : givre, neige collante, tempête), dès que, lors d'une même journéeet pour la même cause, au moins 30.000 clients alimentés par le RPT et/ou les RPDdu distributeur sont privés d'électricité. Cette dernière condition n'est pas exigée encas de délestage de points de connexion non prioritaires en application de l'arrêté du5 juillet 1990, dans le cas où l'alimentation en électricité est de nature à êtrecompromise;
- l'indisponibilité soudaine, fortuite et simultanée de plusieurs installations de production;
- les mises hors service d'ouvrages imposées par les pouvoirs publics pour des motifsde défense ou de sécurité publique ;
- les délestages imposés par les grèves du personnel dans le cas où elles revêtent les caractéristiques de la force majeure.

10.4.2 Régime juridique

Les Parties n'encourent aucune responsabilité et ne sont tenues d'aucune obligation deréparation au titre des dommages subis par l'une ou l'autre du fait de l'inexécution ou del'exécution défectueuse de tout ou partie de leurs obligations contractuelles, lorsque cetteinexécution ou cette exécution défectueuse a pour cause la survenance d'un événement de force majeure ou assimilé. Les obligations contractuelles des Parties, à l'exception de celle de confidentialité, sont alors suspendues pendant toute la durée de l'événement de forcemajeure. Les incidents éventuels (Coupure ou défaut de qualité) survenant pendant lapériode de force majeure ne sont pas comptabilisés ultérieurement pour vérifier le respectdes engagements de la Régie GAZELEC.

La Partie qui désire invoquer l'événement de force majeure informe l'autre Partie, par lettre recommandée avec avis de réception adressée dans les meilleurs délais en lui précisant dans la mesure du possible et la nature de l'événement de force majeure invoqué et ladurée probable.

Toute Partie qui invoque un événement de force majeure, ou assimilé, a l'obligation demettre en œuvre tous les moyens dont elle dispose pour en limiter sa portée et sa durée.Si un événement de force majeure a une durée supérieure à trois mois, chacune desParties peut résilier le présent contrat, sans qu'il en résulte un quelconque droit à indemnitépour l'autre Partie, par l'envoi à l'autre Partie d'une lettre recommandée avec avis deréception. La résiliation prend effet à l'expiration d'un délai de huit jours calendaires courantà compter de la date de réception de ladite lettre.

10.5 Assurances

Les Parties s'engagent à souscrire auprès de compagnies d'assurances notoirement solvables et à conserver pendant toute la durée du présent contrat une assurance responsabilité civile couvrant tous les dommages susceptibles de survenir du fait ou à l'occasion de l'exécution du présent contrat ou imputables au fonctionnement de leurs installations respectives.

En tant que de besoin, chaque Partie pourra demander à l'autre Partie, par tout moyen, les attestations d'assurances correspondantes qui devront mentionner notamment les faits générateurs et les montants garantis.

Si l'Utilisateur refuse de fournir ces attestations, le Distributeur pourra, sous réserve d'un préavis de 10 jours calendaires, à compter d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, suspendre le contrat, conformément à l'article 13 des présentes.

11. ACCES AUX FICHIERS INFORMATISES

La Régie GAZELEC regroupe dans un fichier de gestion clientèle les données nominatives communiquées par ses utilisateurs.

Ce fichier a été autorisé par la Commission Nationale Informatique et Libertés dans le cadre de la loi "Informatique et Libertés" n°78-17 du 6 janvier 1978. Il a pour finalité la gestion des contrats, la facturation et les opérations de marketing réalisées par la Régie GAZELEC.

Les informations collectées sont les suivantes : nom, prénom, adresse, tarif choisi, coordonnées bancaires, adresse payeur...

Les informations sont exclusivement communiquées au service de gestion du réseau de la Régie GAZELEC, et à leur demande aux établissements financiers et postaux concernés par les opérations de recouvrement et aux tiers autorisés.

L'utilisateur a un droit d'accès relatif à ces informations qu'il peut exercer auprès de la Régie GAZELEC.

Il peut en demander une copie qui pourra lui être facturée. Si les informations le concernant sont inexactes, incomplètes, équivoques ou périmées, il a le droit d'en demander rectification auprès de la Régie GAZELEC.

12. FRAUDES

Tout acte ayant pour but ou pour effet de prendre du courant hors des quantités mesurées par le compteur et des conditions régulières de l'abonnement est poursuivi par toutes voies de droit.

Toute contravention aux stipulations du présent contrat donne à la Régie GAZELEC, sous toutes réserves de dommages et intérêts ou poursuites, le droit de suspendre l'accès au réseau, conformément au chapitre 13.

13. SUSPENSION DE L'ACCES AU RESEAU

Le présent contrat peut être suspendu dans les conditions suivantes :

- Si la Commission de Régulation de l'Electricité prononce à l'encontre de l'utilisateur, pour le site, la sanction d'interdiction temporaire d'accès au réseau en application de l'article 40 de la loi.
- Non paiement des factures
- Pas de rattachement au périmètre d'un Responsable d'Equilibre
- Non accès aux appareils de comptage
- Usage illicite ou frauduleux de l'énergie
- Modification, dégradation ou destruction volontaire des ouvrages ou comptages exploités par la Régie GAZELEC qu'elle qu'en soit la cause
- Injonction émanant de l'autorité compétente en matière d'urbanisme ou de police en cas de trouble à l'ordre public
- Non entretien des installations de comptage par le client, au cas où il en est propriétaire,
- Non justification de la conformité des installations à la réglementation et aux normes en vigueur
- Danger imminent porté à la connaissance de la Régie GAZELEC
- Non production des attestations d'assurance
- Non installation des moyens imposés de limitation des dépassements de Puissance Souscrite

La suspension du présent contrat pour des impératifs de sécurité peut intervenir sans délai. Dans les autres cas, les délais et modalités de la suspension sont ceux des articles sur la base desquels il est procédé à ladite suspension; à défaut de telles dispositions, la suspension prend effet dix jours calendaires après envoi par le Distributeur d'une lettre recommandée avec avis de réception. En cas de suspension du présent contrat, les Parties n'encourent aucune responsabilité du fait de l'inexécution de leurs obligations respectives pendant la durée de la suspension. Les obligations contractuelles des Parties ne sont plus exécutées pendant la durée de la suspension. La durée de la suspension est sans effet sur le terme du présent contrat et est sans incidence sur les périodes et le décompte du temps mentionnés dans le présent contrat.

Par ailleurs, la Partie à l'origine de la suspension, c'est à dire l'utilisateur dans les cas du non-paiement et de la non-désignation d'un Responsable d'Equilibre respectivement prévus aux articles 9.2.3 et 8 des Conditions Générales, s'engage à mettre en œuvre tous les moyens afin de faire cesser l'évènement ayant entraîné la suspension et de permettre la reprise des relations contractuelles. Il est expressément convenu entre les Parties que tous les frais de suspension ainsi que les éventuels frais de reprise de l'exécution du contrat et de l'accès au Réseau Public de distribution sont à la charge exclusive de l'utilisateur. Ce dernier recevra en conséquence une facture spécifique précisant notamment le délai de règlement. Pendant la période de suspension,

l'Utilisateur, lorsqu'il en est à l'origine, reste redevable de la partie dépendant de la puissance souscrite du Tarif d'Utilisation des Réseaux.

La reprise des relations contractuelles dans les mêmes termes et conditions ne sera possible qu'à compter de la réception par le Distributeur du paiement intégral de toutes les sommes dues par l'utilisateur dans le cas où la suspension résulte de l'application de l'article 9.3 des Conditions Générales.

Si le présent contrat arrive à échéance pendant la durée de la suspension, il ne pourra plus être exécuté et ne pourra en aucun cas être réactivé automatiquement. Si le présent contrat arrive à échéance postérieurement à l'expiration de la suspension, l'exécution du présent contrat se poursuit dans les mêmes termes et conditions, sans prorogation.

Dans le cas où la suspension du contrat excède une durée de trois mois à compter de la date effective de la suspension, chaque Partie aura la faculté de résilier le présent contrat de plein droit, dans les conditions de l'article 14 des Conditions Générales. Nonobstant la résiliation, le Distributeur pourra exercer toute voie et moyen de droit à l'encontre de l'utilisateur afin de recouvrer les sommes exigibles dans le cadre du présent contrat.

14. RÉSILIATION

14.1. Cas de résiliation anticipée

Chaque Partie peut résilier le présent contrat de plein droit et sans indemnités dans les cas limitativement énumérés ci-après :

- en cas d'arrêt total et définitif de l'activité du Site sans successeur ou en cas de transfert du Site sur ou hors du territoire français. Dans ce cas, l'utilisateur doit en informer le Distributeur dans les plus brefs délais ;
- en cas d'événement de force majeure se prolongeant au-delà de trois mois à compter de sa survenance,
- en cas de suspension de la mise à disposition excédant une durée de trois mois en application de l'article 13 des Conditions Générales.
- souscription par l'Utilisateur d'un Contrat Unique auprès du fournisseur de son choix

Cette résiliation de plein droit et non-rétroactive prend effet quinze jours calendaires après l'envoi, par la Partie à l'initiative de la résiliation, d'une lettre recommandée avec avis de réception à l'autre Partie. Celle-ci n'est pas exclusive, d'autres motifs laissés à l'appréciation de la juridiction compétente.

14.2. Effet de la résiliation

En cas de résiliation quelle qu'en soit la cause, le Distributeur prend les dispositions nécessaires à la suppression du raccordement du Site. Il effectue une liquidation des comptes qu'il adresse à l'utilisateur. Toutes les sommes dues en principal, intérêts, frais et accessoires, au titre de l'exécution du présent contrat par l'une des Parties seront exigibles de plein droit et devront en

conséquence être payées à l'autre Partie au plus tard dans un délai d'un mois à compter de la date de résiliation.

15. CONFIDENTIALITE

La Régie GAZELEC s'engage conformément à l'article 20 de la Loi 2000-108 du 10/02/2000 et au décret d'application du 16 juillet 2001 à préserver la confidentialité des informations qui lui sont confiées.

16. DEFINITIONS

Alimentation Principale

Ensemble des Ouvrages de Raccordement du même Domaine de Tension, strictement nécessaires par leur capacité, en fonctionnement simultané, à l'alimentation normale du Site.

Alimentation de Secours

Ensemble des Ouvrages de Raccordement établis éventuellement à des tensions différentes qui permettent de garantir totalement ou partiellement l'alimentation du Site, en remplacement des lignes d'Alimentation Principale et Complémentaire lorsque celle-ci sont indisponibles. Lorsque le Site est alimenté par l'Alimentation Principale, ces ouvrages sont sous tension à vide. Aucune énergie ne doit transiter sur cette ligne en fonctionnement normal.

Alimentation Complémentaire

Ensemble des Ouvrages de Raccordement établis au même Domaine de Tension que l'Alimentation Principale et non nécessaires par leur capacité à l'alimentation normale du Site, mais sous tension et participant à l'alimentation du Site en fonctionnement normal.

Armoire

Structure d'accueil renfermant, pour un ou plusieurs Points de Comptage, selon les cas, les Compteurs ou les appareils de mesure de la qualité.

Branchement

Est constitué par les parties terminales du RPD qui ont pour fonction d'amener le courant du RPD à l'intérieur des propriétés desservies (au sens du cahier des charges de distribution d'énergie électrique).

Branchement à puissance limitée

Branchement où la puissance appelée par l'Utilisateur est limitée à la valeur souscrite auprès du GRD. Le point de connexion correspond aux bornes aval de l'appareil général de commande et de protection (AGCP) (disjoncteur) placé chez l'utilisateur conformément au cahier des charges de distribution d'énergie électrique en vigueur dans chaque concession.

Catalogue des prestations

Liste des prestations présentant les offres du Distributeur aux Utilisateurs de Réseau et aux Fournisseurs. Cette liste présente les modalités de demande, de réalisation et de facturation de chacune des prestations. Ce catalogue est disponible sur demande à l'accueil du Distributeur.

Classe Temporelle

Période tarifaire définie réglementairement ou contractuellement.

Client (final)

Consommateur "final" d'électricité éligible au sens de l'article 22 de la Loi du 10 février 2000, signataire d'un Contrat Unique et dans ce cadre Utilisateur de Réseau conformément au décret du 26/4/2001

Coffret

Structure d'accueil renfermant pour un Point de Comptage, selon les cas, les Compteurs ou les appareils de mesure de la qualité et/ou des appareils annexes (télé report, relais heures creuses, ...).

Comptage

Ensemble d'appareils de mesure comprenant des appareils de mesure et éventuellement les dispositifs de dialogue.

Compteur

Équipement de mesure des grandeurs nécessaires à l'exécution des divers contrats : énergies active ou réactive, puissances, temps.

Contrat de Responsable d'Équilibre

Accord de participation aux règles relatives au dispositif de Responsable d'Équilibre, au mécanisme d'ajustement et à la programmation conclu avec RTE en qualité de Responsable d'Équilibre.

Contrat GRD-RE

Désigne le Contrat entre le GRD et un RE fixant leurs relations dans le cadre des règles relatives à la programmation, au Mécanisme d'Ajustement et à la reconstitution des flux.

Contrat Unique

Désigne le contrat regroupant fourniture d'énergie électrique et accès aux Réseaux (conformément à l'article 23 de la Loi du 10/02/2000), passé entre un Client Final et un Fournisseur unique pour un Point de Connexion donné. Il nécessite l'existence d'un Contrat GRD-Fournisseur signé entre le Fournisseur concerné et le Distributeur.

Contributions au Service Public de l'Électricité (CSPE)

Contribution décrite à l'article 5 de la Loi

Contribution Tarifaire d'Acheminement (CTA)

Contribution décrite à l'article 18 de la Loi du 9 août 2004

Convention d'Exploitation

Convention signée entre l'Utilisateur et la Régie GAZELEC qui précise si besoin est, les règles spécifiques nécessaires à l'exploitation de l'installation de l'Utilisateur en cohérence avec les règles d'exploitation du système électrique.

Convention de Raccordement

Convention entre l'Utilisateur (ou le propriétaire de l'installation de l'Utilisateur ou un tiers mandaté par l'utilisateur ou le propriétaire de l'installation de l'Utilisateur) et le Distributeur ayant pour objet de déterminer les modalités techniques, juridiques et financières du raccordement de l'installation du Client au RPD. Elle précise notamment les caractéristiques auxquelles doit satisfaire cette installation afin qu'elle puisse être raccordée au Réseau. Cette convention est signée directement entre l'Utilisateur (ou le propriétaire de l'installation de l'Utilisateur ou un tiers mandaté par l'utilisateur ou le propriétaire de l'installation de l'Utilisateur) et le Distributeur.

Coupure

Il y a Coupure lorsque les valeurs efficaces des trois tensions composées sont simultanément inférieures à 10% de la tension contractuelle U pendant une durée supérieure ou égale à 1 seconde, en amont du Point de Connexion.

Courbe de Charge

Désigne l'ensemble des puissances calculées en valeur moyenne sur une durée (en général 10') pendant un intervalle de temps défini. Une courbe de charge est une combinaison de tableaux de charge avec le même statut que ce tableau (brut, modifié, validé)

CRE

Désigne la Commission de Régulation de l'Energie, autorité administrative indépendante, instituée par l'article 28 du Titre VI de la Loi du 10 février 2000.

Creux de Tension

Diminution brusque de la tension de mise à disposition (U_f) à une valeur située entre 90% et 1% de la tension contractuelle (U_c), suivie du rétablissement de la tension après un court laps de temps. Un Creux de Tension peut durer de dix millisecondes à trois minutes. La valeur de la tension de référence est U_c . La mesure de la tension efficace est effectuée indépendamment sur chacune des trois tensions composées. Pour que la détection des Creux de Tension soit la plus rapide possible, la valeur efficace est, pour ces seules perturbations, mesurée sur $\frac{1}{2}$ période du 50 Hz (10 ms).

- Il y a Creux de Tension dès que la valeur efficace d'une tension est inférieure à une valeur appelée "seuil".
- Le Creux de Tension débute dès qu'une tension est inférieure au seuil; il se termine dès que les trois tensions sont supérieures au seuil.
- On considère qu'il s'est produit deux Creux de Tension différents si les deux phénomènes sont séparés par un retour dans la zone de variations contractuelles durant plus de 100ms. Les Creux de Tension sont caractérisés par leur profondeur et leur durée. (Avec une limite : 30%, 600 ms).

Les courts-circuits qui se produisent sur les réseaux provoquent des chutes de tension dont l'amplitude est maximale à l'endroit du court-circuit et diminue lorsqu'on s'approche de la source de tension. La forme des chutes de tension en un point dépend de la nature du court-circuit (entre phase et neutre ou entre phases) et du couplage des transformateurs éventuellement situés entre le court-circuit et le point considéré. La diminution de la tension dure tant que le court-circuit n'est pas éliminé. Ces perturbations peuvent affecter 1, 2 ou les trois tensions composées

Déséquilibres de la Tension

Est à la disposition des utilisateurs, un ensemble de trois tensions sinusoïdales appelé système triphasé. Ces trois tensions ont théoriquement la même valeur efficace et sont également décalées dans le temps. Un écart par rapport à cette situation théorique est caractéristique d'un système déséquilibré. Si τ_i est la valeur instantanée du déséquilibre, on définit le taux moyen τ_{vm} par la relation :

$$\tau_{vm} = \sqrt{\frac{1}{T} \int_0^T \tau_i^2(t) dt}$$

,où T = 10 minutes.

En pratique, des charges dissymétriques raccordées sur les réseaux sont à l'origine des déséquilibres. Si le système triphasé au point de connexion d'un Utilisateur est déséquilibré, le fonctionnement d'un appareil triphasé peut être perturbé : le système de courants qui le traverse est lui-même déséquilibré, ce qui peut provoquer des échauffements et, dans le cas des machines tournantes, une diminution de leur couple.

Directive

Texte communautaire laissant à chaque Etat membre le choix de la forme et des moyens pour parvenir à son application. La Directive doit être transposée en droit français (par une Loi, un décret, etc.) pour être applicable.

Disjoncteur

L'appareil général de commande et de protection (AGCP) pour les Branchements à Puissance Limitée selon la Norme C14-100.

Distributeur

Désigne le Gestionnaire du Réseau Public de Distribution concerné soit la Régie GAZELEC.

Domaine de Tension

Les Domaines de Tension des réseaux publics de transport et de distribution sont définis conformément à l'annexe du décret n° 20021014 du 19 juillet 2002 fixant l'utilisation des réseaux publics de transport et de distribution d'électricité, par le tableau ci-dessous :

Tension de raccordement (U)	Domaine tension de	
U < 1 kV	BT	
1 kV < U < 50 kV	HTA	
50 kV < U < 130 kV	HTB 1	HTB
130 kV < U < 350 kV	HTB 2	
350 kV < U < 500 kV	HTB 3	

Energie Electrique

Tout système électrique utilisant le courant alternatif met en jeu deux formes d'énergies électriques : l'énergie électrique active et l'énergie électrique réactive. Dans les processus industriels, seule l'énergie électrique active est transformée au sein de l'outil de production en énergie mécanique, thermique, lumineuse, etc... L'énergie électrique réactive sert quant à elle à l'alimentation des circuits magnétiques des machines électriques (moteurs, transformateurs, ...).

Fluctuations Lentes de la Tension

Couvrent les phénomènes où la valeur efficace de la tension de mise à disposition (U_f) évolue de quelques pourcents autour de la tension contractuelle (U_c), mais reste assez stable à l'échelle de quelques minutes. La valeur efficace de la tension est mesurée en moyenne sur une durée de dix minutes. La tension de mise à disposition en un point du RPD peut fluctuer, à l'échelle journalière, hebdomadaire ou annuelle, sous l'effet de variations importantes de la charge des réseaux ou des changements des schémas d'exploitation (suite par exemple à des aléas de production ou des avaries).

Des dispositifs de réglage de la tension installés dans les postes de transformation du Distributeur contribuent à limiter ces fluctuations.

Fluctuations Rapides de la Tension

Couvrent tous les phénomènes où la tension présente des évolutions qui ont une amplitude modérée (généralement moins de 10%), mais qui peuvent se produire plusieurs fois par seconde. Ces phénomènes peuvent donner lieu à un papillotement de la lumière appelé "flicker". On appelle "à coup de tension" une variation soudaine, non périodique de la valeur efficace de la tension, qui se produit à des instants aléatoires à partir d'une valeur de la tension comprise dans la plage contractuelle. La fluctuation rapide de la tension est mesurée avec un appareil de mesure dont les caractéristiques répondent à la norme internationale CEI 868. Les fluctuations rapides de la tension qui sont à l'origine du flicker sont provoquées par des charges fluctuantes à cadence fixe (machines à souder par points par exemple, grosses photocopieuses) ou erratiques (cas des fours à arc). Les à coups de tension proviennent essentiellement des variations de la charge du réseau ou de manœuvres en réseau : c'est, par exemple, la chute de tension produite par l'enclenchement d'une charge.

Fournisseur

Entité avec qui, conformément à l'article 22 de la Loi du 10 février 2000, un Client peut conclure un contrat d'achat d'électricité.

Fréquence

Taux de répétition de la composante fondamentale de la tension d'alimentation. La valeur de la Fréquence est mesurée en moyenne sur une durée de dix secondes. Sur les réseaux européens interconnectés par des liaisons synchrones, la

Fréquence est une caractéristique de la tension qui est la même en tous les points des Réseaux. Dans des circonstances exceptionnelles, le Réseau alimentant le client peut se trouver momentanément isolé par rapport au réseau européen. Le Distributeur privilégie alors le maintien de la tension, quitte à voir la Fréquence varier dans une plage plus importante. Si une telle éventualité risquait de créer des difficultés au client, le Distributeur pourrait l'aider à rechercher des solutions qui en limiteraient les conséquences.

Gestionnaire du Réseau de Distribution (GRD)

Entité qui conformément à l'article 18 de la Loi du 10 février 2000 est responsable en particulier de l'exploitation et de l'entretien du réseau public de distribution d'électricité.

Gestionnaire du Réseau de Transport (GRT)

Entité qui conformément à l'article 14 de la loi du 10 février 2000 exploite et entretient le réseau public de transport.

Harmoniques

Est à disposition des utilisateurs des tensions sinusoïdales à 50 Hz que certains équipements perturbateurs peuvent déformer. Une tension déformée est la superposition d'une sinusoïde à 50 Hz et d'autres sinusoïdes à des fréquences multiples entières de 50 Hz, que l'on appelle Harmoniques. On dit que la sinusoïde de fréquence 100 Hz est

de rang 2, celle de Fréquence 150 Hz de rang 3, etc. Les taux de tensions Harmoniques r_h , exprimés en pour-cent de la tension de mise à disposition (U_f), ne dépassent habituellement pas les seuils suivants, le taux global r_{g1} ne dépassant pas 8%.

HARMONIQUES IMPAIRS				HARMONIQUES PAIRS	
NON MULTIPLES DE 3		MULTIPLES DE 3			
Rang	Seuil (%)	Rang	Seuil (%)	Rang	Seuil (%)
5	6	3	5	2	2
7	5	9	1.5	4	1
11	3.5	15 et 21	0.5	6 à 24	0.5
13	3				
17	2				
19,23,25	1.5				

La valeur efficace de chaque tension harmonique est moyennée sur une durée de dix minutes. Certaines charges raccordées au réseau ne consomment pas un courant proportionnel à la tension de mise à disposition. Ce courant contient des courants Harmoniques qui provoquent sur le réseau des tensions harmoniques. La présence de tensions harmoniques sur le réseau génère des courants harmoniques dans les équipements électriques, ce qui provoque des échauffements. Dans le cas des condensateurs, l'effet est accentué par le fait que ces composants présentent une impédance décroissante avec la Fréquence. Tous les procédés comportant de l'électronique, quelle que soit leur puissance, produisent des courants Harmoniques : c'est en particulier le cas des micro-ordinateurs, des variateurs de courant, ...

Identifiant Commun

Ensemble de caractères utilisé pour définir le Point de Connexion dans les échanges entre les acteurs. Cet identifiant est fixé par la Régie GAZELEC.

Index

Valeur enregistrée sur un Compteur.

Installations de Comptage

Les Installations de Comptage sont composées, en tout ou partie, des éléments suivants :

- Compteurs;
- Coffrets ou Armoires;
- Services auxiliaires permettant de faire face à un arrêt de fourniture d'Energie Electrique
- Moyens d'accès au réseau de télécommunications ;
- Transformateurs de courant ;
- Transformateurs de tension.

Loi

Loi n° 2000-108 du 10 février 2000, relative à lamodernisation et au développement du service public del'électricité modifiée par notamment la Loi n°2003-8 du 03janvier 2003 relative aux marchés du gaz et de l'électricité etau service public de l'énergie, la Loi n°2004-803 du 9 août2004 et la Loi n°2005-781 du 13 juillet 2005.

Norme C14-100

Norme française qui traite de la conception et de la réalisationdes installations de Branchement du Domaine BT comprisesentre le Réseau et le Point de Connexion.

Norme C15-100

Norme française qui traite des règles de conception et defonctionnement des installations électriques Basse Tension.

Norme EN50-160

Norme française fixant les caractéristiques de la tension fournie

$$\text{Défini par } \tau_g = \sqrt{\sum_{h=2}^{40} \tau_h^2}$$

pour les réseaux Basse Tension.

Point de Connexion (PDC)

Désigne le point physique où l'énergie électrique est soutirée eau réseau. Il coïncide avec la limite de propriété des ouvragesélectriques de l'utilisateur et du RPD généralement à l'extrémitéd'un élément d'ouvrage électrique, conformément au chapitre1.10 des règles tarifaires de la décision ministérielle du 23septembre 2005.

Puissance de Raccordement

Puissance maximale en régime normal d'exploitation quel'Utilisateur prévoit d'appeler en son Point de Connexionpendant les six premières années suivant la mise en service deson raccordement. Sa valeur est précisée dans la Conventiode Raccordement. Cette Puissance de Raccordement ne porteeffet que dans les six ans qui suivent la date de mise en servicedu raccordement.

Puissance Souscrite (au titre de la Tarification d'Utilisationdes Réseaux)

Puissance que le Fournisseur, pour le compte de son Client enContrat Unique détermine au Point de Comptage, en fonctiondes besoins du Client vis-à-vis des réseaux. Sa valeur est fixéepar le Client dans la limite de la capacité des ouvrages.

Relevé

Désigne les opérations par lesquelles le Distributeur effectueles lectures des Compteurs.

Réseau

Désigne soit le réseau public de distribution, soit le réseaupublic de transport d'électricité constitué de canalisations dedistribution publique y compris celles à l'intérieur deslotissements ou groupes d'habitations à l'exclusion des réseauxprivés.

Réseau Public de Distribution (RPD)

Celui-ci est constitué des ouvrages compris dans les concessions de distribution publique d'électricité en application des articles L 2224-31 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 23 de la loi du 8 avril 1946 ou conformément à des cahiers des charges de Distribution aux Services Publics accordés par l'Etat.

Responsable d'Equilibre (RE)

Personne morale ayant signé avec RTE un « Accord de Participation aux Règles relatives au dispositif de responsable d'équilibre, au Mécanisme d'ajustement, à la Programmation » en qualité de responsable d'équilibre, en application duquel les signataires s'obligent l'un envers l'autre à compenser financièrement les « écarts » constatés à posteriori dans le "périmètre d'équilibre".

Site

Selon la réglementation à la date de la rédaction :

Etablissement identifié par son numéro d'identité au répertoire national des entreprises et des établissements (numéro SIRET), tel que défini par le décret n°73-314 du 14 mars 1973 portant création d'un système national d'identification et d'un répertoire des entreprises et de leurs établissements. Un site est soit Site d'Injection soit un Site de Soutirage. Un site de soutirage est desservi par un ou plusieurs Points de Connexion (normalement regroupés en seul PADT).

Surtensions Impulsionnelles

En plus des surtensions à 50 Hz, les réseaux HTA peuvent être le siège de surtensions impulsionnelles par rapport à la terre, dues, entre autres, à des coups de foudre. Des surtensions impulsionnelles dues à des manœuvres d'appareils peuvent également se produire sur les réseaux HTA du Distributeur ou sur les réseaux des clients. Des valeurs de surtensions phase-terre jusqu'à deux à trois fois la tension simple contractuelle se rencontrent usuellement. La protection contre les surtensions d'origine atmosphérique nécessite soit l'emploi de dispositifs de protection (parafoudres), soit l'adoption de dispositions constructives appropriées (distances d'isolement par exemple).

Compte tenu de la nature physique des deux phénomènes ci-dessus (dans la gamme de quelques kHz à quelques MHz), le Distributeur n'est pas en mesure de garantir des niveaux qui ne seraient pas dépassés chez les clients. En conséquence, ceux-ci devront prendre toutes les mesures nécessaires pour se protéger. Nota : les parafoudres actuellement utilisés sur le réseau HTA du Distributeur permettent de limiter la valeur crête de la tension à leurs bornes à 80 kV, pour un courant de décharge de 5 kA. Pour un courant de décharge supérieur, des valeurs supérieures de Surtension peuvent être rencontrées.

Tarification d'Utilisation des Réseaux Publics d'Electricité

Prix et règles associées fixés par la décision ministérielle du 23 septembre 2005 prise en application de l'article 4 de la Loi et du décret 2001-365 du 26 avril 2001 relatif aux tarifs d'utilisation des Réseaux Publics de Transport et de Distribution d'électricité.

Télé-Relevé

Accès à distance aux données délivrées par un Compteur, généralement à l'aide d'une interface raccordée au réseau téléphonique commuté.

Utilisateur

Personne physique ou morale disposant d'un contrat d'accès au RPT ou au RPD pour un site d'injection et/ou de soutirage, et/ou d'un accord de participation aux Règles d'Accès au Réseau Public de Transport Français pour des Exportations et des Importations.